



Que peut-on dire de raisonnablement fiable et de significatif sur les dirigeants promus au 18^{ème} Congrès du PCC ?

- **Comité Permanent : les sept mercenaires**
- **Bureau Politique : la politique extérieure absente**
- **Le Comité Central : une armée d'active et ses réservistes**
- **L'APL : la montée en puissance « pacifique » de la Chine**
- **Propos conclusifs et prospectifs : le 18^{ème} Comité Central et le rêve chinois**



SSF
SCUTUM SECURITY FIRST

L'exercice peut paraître factice. Si les nouveaux dirigeants conduiront la politique chinoise, ils n'ont qu'une possibilité d'action réduite sur la situation à laquelle le pays est confronté. Et n'ont pas beaucoup d'options devant eux. Cette analyse n'a donc pas l'ambition de discerner les orientations stratégiques du nouvel exécutif chinois à l'aune de son renouvellement mais de dégager quelques traits significatifs de cette passation de pouvoir.

Comité Permanent : les sept mercenaires

Le Comité permanent du Bureau Politique chinois est revenu à son schéma traditionnel à 7 membres. Il ne faut pas y voir un Comité de situation de crise, car il a pu être composé de 5 membres seulement dans le passé. Il est plutôt le reflet de ce que le parti veut donner de lui-même, en interne.

Pour le moins, on peut dire qu'il n'y a pas eu le changement de génération annoncé. Les hommes du président et de son n°2, Li Keqiang, sont tous nés dans les années 40, comme le précédent Bureau. Seulement quelques années les séparent. Il est difficile de penser que c'est cette équipe qui va amener la Chine jusqu'en 2022. Il est fort probable que nous serons témoins d'un changement d'une partie de cet exécutif dès 2017, au 19^{ème} Congrès.

Les événements récents (l'affaire Bo Xilai notamment) ont très certainement précipité ce casting de précaution, d'essence conservatrice. Plus Li Keqiang s'emploie à souligner l'importance des réformes pour l'avenir de la Chine – ce qu'il a fait depuis le 15 novembre dernier en annonçant la création d'une nouvelle génération de zones économiques spéciales – plus nous sommes en droit de douter de sa réussite. Li Keqiang sait que son rôle de futur Premier Ministre sera de les incarner et de les faire vivre dans un environnement parfois hostile.

Mais il forme avec Xi Jinping un vrai binôme, à la différence du couple Hu-Wen qui était séparé par Wu Bangguo, numéro 2 du 17^{ème} Comité Central. Li est officiellement n°2 du régime, gagnant une place et devançant dans l'ordre de préséance le futur président du Parlement chinois, Zhang Dejiang. Cela veut-il dire que le pouvoir législatif recule ? On serait enclins à le penser. D'autant que Monsieur sécurité du 18^{ème} Comité Central est désormais Meng Jianzhu, promu au Bureau Politique. Mais pas de représentant de l'appareil sécuritaire au sein du Comité Permanent. Du moins en apparence et c'est ce que certains commentateurs, en Chine comme à l'étranger, ont pu écrire en y voyant un signe ostentatoire de l'avancée de l'Etat de droit en Chine. Nous en doutons.

L'ennemi vient-il de l'extérieur ou est-il intérieur ? Si la fonction sécurité intérieure/nationale disparaît en surface du nouveau Comité Permanent, et apaisant certaines craintes qui se sont exprimées en Chine sur les vulnérabilités du saint des saints aux « affaires », c'est pour mieux rehausser du même coup la fonction du contrôle interne du Parti qui échoit à la Commission d'Inspection de

la Discipline. Wang Qishan, n°6 du régime, devient le gardien du temple, avec en numéro 4, un étonnant Yu Zhengsheng, mais qui prendra la CCPPC (la chambre haute) vitrine du PCC en direction du monde extérieur, et Liu Yunshan, le successeur de Li Changchun à la propagande du PCC, poste qui lui va bien, étant donné que Liu n'a jamais exercé de hautes responsabilités en province.

Wang Qishan a pourtant une expérience d'économiste avant tout, pas de censeur comme son prédécesseur He Guoqiang. Affaibli semble-t-il ces derniers temps, il est, avec Zhang Dejiang, catapulté à Chongqing pour panser les plaies de la blessure provoquée par la chute du roi-Bo, un homme à tout faire du régime et un *honest broker*. Son implication sur le dossier des relations bilatérales sino-américaines l'a montré. Le conservatisme forme des polyvalents et d'excellents gestionnaires de crise, bien plus que les « experts ».

On oublierait presque Zhang Gaoli, n°7 du régime, et ancien secrétaire du PCC de Tianjin, en lieu et place de Zhou Yongkang. S'il n'est pas issu de l'appareil sécuritaire lui non plus, il a travaillé dans le pétrole chez Sinopec, tandis que Zhou était un ancien de CNPC, et porte drapeau, sinon porte-parole, du lobby pétrolier au sein du Bureau Politique.

Il faut rappeler que si les membres du Bureau Politique conservent leur mandat local, il n'en est pas de même pour les membres du Comité permanent, qui se consacrent uniquement à leurs responsabilités au Centre. Elles peuvent être nombreuses. Le nombre des commissions, comités, leading groups spécialisés au niveau central approche la centaine. Chaque membre du comité permanent en gère une dizaine environ, dont Xi Jinping, qui n'échappe pas à la règle, ce qui illustre la transversalité de l'exercice du pouvoir à ce niveau de responsabilité. Ils sont en réalité interchangeables.

Cependant, les membres du Comité permanent du Bureau politique ne délèguent pas pour autant leur influence vis-à-vis des provinces et localités où ils ont servi. Bien au contraire. Ils conservent un fil de dialogue et d'invités du soir pour assurer un contrôle supérieur et leur droit de suivi. Xi Jinping et Zhao Hongzhu pour le Zhejiang et Shanghai avec Yu Zhengsheng et Han Zheng. Li Keqiang pour Pékin qui aurait fait monter Guo Jinlong au Bureau Politique. Zhang Dejiang pour le Guangdong, avec Wang Yang en second rideau, etc.

On comprend mieux la vraie structure des forces politiques en présence, où toutes doivent être représentées, balancées, contrôlées, avec un ou plusieurs back-up ou doublure(s) au cas où un cross-checking serait nécessaire, ou en cas de « défaillance » individuelle. Tout est affaire de contrôle et de contrôle du contrôle, généralement en conformité avec la ligne idéologique du PCC, mais toujours aussi et surtout en matière comportementale et donc humaine. Cela n'a pas grand-chose à voir avec les luttes de faction pour ou contre les réformes, du moins à cet étage-là de la fusée communiste.

Les hommes du président, ceux sur lesquels Xi et Li peuvent compter, se retrouvent davantage au sein du Bureau Politique, le deuxième étage composé, outre les 7 « saints », de 18 membres.

Bureau Politique : la politique extérieure absente

Si l'on considère le Bureau Politique comme l'enceinte gouvernementale suprême du pays, où se prennent les plus grandes décisions stratégiques, il pourrait s'apparenter à un conseil des ministres d'un gouvernement d'un pays comme la France, abstraction faite de la distinction parti/Etat. Or, peut-on imaginer en France, un conseil des ministres sans représentant de la diplomatie, et donc sans son ministre des affaires étrangères ? C'est pourtant la configuration actuelle du Bureau Politique issu des Congrès : un exécutif de combat pour les affaires domestiques, mais personne, hormis l'atypique Wang Huning, pour incarner la politique extérieure de la Chine, reléguée de fait à une composante bureaucratique de l'Etat.

Les forces en présence au sein du Bureau politique illustrent avant tout quelles provinces comptent pour la cohésion nationale chinoise : Hu Chunhua pour la Mongolie intérieure et le Tibet, Zhang Chunxian pour le Xinjiang (depuis 2010), Han Zheng pour Shanghai, Guo Jinlong pour Pékin, Liu Qibao pour le Sichuan, Sun Chunlan pour le Fujian et le Liaoning, Wang Yang pour le Guangdong, Sun Zhengcai pour Chongqing, etc. Ici aussi, les affaires provinciales seront supervisées au Bureau Politique, un dirigeant prenant deux ou trois provinces sous sa responsabilité.

Voilà pour l'organisation verticale du pouvoir. Sur un plan transversal, chaque membre du Bureau Politique reçoit d'une dizaine, voire plus, de « dossiers » qu'il présente, le moment venu, au Comité Permanent au sein de working groups ad hoc. Par exemple, Sun Chunlan devrait intéresser les Etats-majors des grands groupes internationaux en Chine. Née en 1950, Sun a passé une grande partie de sa carrière dans le Liaoning, après le mandat de Bo Xilai, et a différentes positions au sein de la All China Federation of Trade Unions (ACFTU), l'organisation syndicale officielle en Chine, avant d'être « catapultée » des rênes de la province du Fujian en 2009 qui fait face à Taiwan. Pas par hasard : la province du Liaoning regroupe plus de 1500 entreprises taiwanaises. Sun Chunlan y avait accueilli le dirigeant taiwanais du Guomindang Lian Zhan. Dès lors, Sun Chunlan avait entretenu ses relations avec Taiwan en prenant en charge à l'ACFTU l'organisation de cellules ouvrières dans les entreprises taiwanaises, hongkongaises et étrangères. Elle est la personne clé du Bureau Politique sur ces dossiers sensibles.

Parallèlement, une autre moitié du Bureau Politique, en proportion quasi-égale avec la division géographique du travail, incarne et représente les organes centraux du PCC. Ma Kai en est une illustration parfaite : Conseiller d'Etat, titre

par essence transversal, secrétaire général du gouvernement, secrétaire des organes du PCC, secrétaire de la Commission des organismes centraux de l'Etat, et Président de l'Ecole Nationale de l'Administration chinoise (ENAC), il aura surtout été un dirigeant politique « pivot ». Un autre pivot : Zhao Leji.

Nouvellement promu au Bureau Politique et au secrétariat du Comité Central, Zhao Leji a été nommé au puissant Département de l'Organisation qui décide des principales nominations politiques et économiques du pays (le Bureau n°5 est en charge des nominations dans les SOE, avec la SASAC). Zhao, né en 1957, dans le Shaanxi, tout comme Xi Jinping, n'est pourtant pas un homme du Centre. Il a passé l'essentiel de sa carrière politique dans le Qinghai, en gravissant tous les échelons du parti et de l'administration locale. Zhao Leji fut diplômé de l'Université de Pékin dans les années 80 (promotion 1983), tout comme Li Keqiang, ainsi que Hu Chunhua, également nouvellement promu au bureau politique. Zhao Leji occupe une place centrale dans le nouvel exécutif, aux côtés de Liu Yunshan, au secrétariat du Comité Central.

Xi Jinping pourra s'appuyer, au Bureau Politique, sur Li Zhanshu, Zhao Leji, Zhao Hongzhu (autre « homme pivot ») et Han Zheng, qui occupent tous les quatre des positions centrales. Les nominations de Wang Qishan à la discipline et de Liu Yunshan à la tête du secrétariat du Comité Central lui assureront l'appui de l'appareil du PCC.

Les nominations au Secrétariat du Comité Central sont assez significatives de l'équilibre des sensibilités et des familles politiques. Le secrétariat est l'organe permanent du Bureau Politique, entre deux réunions de ce dernier. Il est composé de « tauliers » comme Liu Yunshan, à ce poste depuis le 16^{ème} Congrès : il incarne la continuité et la mémoire du Bureau politique. Il prépare également ses membres aux plus hautes fonctions : Hu Jintao et Wen Jiabao étaient tous deux membres du Secrétariat des 14^{ème} et 15^{ème} Comités Centraux entre 1992 et 2002 sous l'ère Jiang Zemin et avant de succéder au binôme Jiang Zemin-Zhu Rongji. De ce point de vue, il serait fortement conseillé de s'intéresser aux nouveaux entrants de cette charnière centrale : Liu Qibao et Zhao Leji, aussi ; puis Li Zhanshu, homme de confiance de Xi Jinping également responsable de la confidentialité de l'information au Cabinet présidentiel, et un moins connu, Yang Jing, d'ethnie mongole, qui codirige le Département du Front-uni du PCC. La Mongolie Intérieure, comme les autres régions autonomes, est mieux représentée à l'issue du 18^{ème} Congrès que dans les précédents.

A noter l'absence de Li Keqiang du Secrétariat, ce qui n'est pas en soi étonnant car, tout comme son instance plénière, le Bureau Politique, cet organe ne traite pas des affaires de l'Etat, mais du bon fonctionnement du PCC. En cela, l'enceinte du PCC véritablement en contact avec le monde extérieur est le Comité Central.

Le Comité Central : une armée d'active et ses réservistes

Il est trop tôt pour tirer les portraits des 207 titulaires et 171 remplaçants au Comité Central. De plus, ces nominations sont autant une affaire de trajectoires personnelles atypiques (talent spotting) que le résultat d'une lutte de pouvoir entre familles politiques. La potion communiste n'est pas une alchimie parfaite. Certains apparaissent et disparaissent d'un comité central à l'autre. Néanmoins, essayons de dire ce qu'il nous apprend sur lui-même.

Puisque les membres à part entière du Comité central ne sont pas classés officiellement par le nombre de votes qu'ils ont reçu individuellement, il est très difficile d'établir la cote de popularité personnelle de chacun d'entre eux au sein du parti. En revanche, les suppléants sont listés en fonction de leur score. En première position : Ma Jiantang, le patron des statistiques chinoises au Bureau National des statistiques. Poste hautement stratégique pour la Chine... et le monde. En n°2 sur la liste, Wang Zuo'an, le Directeur du Bureau aux affaires religieuses, en n°3, le secrétaire de la ville de Luoyang (Henan), en n°4, Liu Xiaokai, Directeur du Front-uni de la province du Guizhou et en n°5, Chen Zhirong, vice-gouverneur de Hainan.

Du côté des trois premières SOE citées, on trouve Qian Zhimin, ancien vice-directeur de l'Administration Nationale à l'Energie, et PDG de China National Nuclear Corporation (CNNC), Liu Shiquan, patron de la CASIC (spatial), et Jin Dulong, PDG de la COMAC, l'avionneur chinois. Des industries stratégiques pour des marchés « structurants » d'avenir.

Pour ce qui concerne les entreprises représentées par leur dirigeant au sein des membres suppléants du Comité Central, on trouve à nouveau le spatial et l'aéronautique, Oil & Gas avec CNPC, l'armement avec NORINCO et les finances avec la Banque de Chine. C'est peu d'entreprises d'Etat ! Et aucune entreprise « privée », sauf Hai'er, si on la considère comme telle, qui doit sa réussite au gouvernement de la ville de Qingdao dans le Shandong. Seul Xu Dazhe, PDG et secrétaire du PCC de la China Aerospace Science & Industry Corp (CASIC), est entré directement sans passer par le « sas » des suppléants.

Les autres dirigeants des SOE du Comité Central ont été d'abord membres suppléants du 17^{ème} Comité Central. Il s'agit de :

- Xiao Gang, Chairman et gouverneur de la Banque de Chine,
- Zhang Guoqing, PDG et vice-secrétaire du PCC de Norinco Group,
- Lin Zuoming, Chairman et vice-secrétaire du PCC de AVIC,
- Jiang Jiemin, PDG et secrétaire du PCC de la China National Petroleum Corp (CNPC).

Dans une prochaine note, nous scannerons les représentations par province, ethnie, expériences politiques au sein de l'appareil d'Etat, du PCC et de l'APL des

promus, et de ceux qui ont réussi à se maintenir. Car il est aussi difficile de rester au comité central que d'y entrer. Les « gros potentiels » peuvent sauter l'étape de mise à l'épreuve que constitue la réserve des suppléants et être élus directement membres à part entière du Comité Central. C'est le cas de Sun Zhengcai, et de Hu Chunhua, les deux « post-60 » (né dans les années 60) du nouveau bureau politique. Pour les autres, ils peuvent rester suppléants plusieurs tours, puis disparaître, ou bien être promus une seule fois au Comité Central en fin de parcours. Le Ministre du Commerce (MOFCOM) Chen Deming, a été membre suppléant du 17^{ème} Comité Central, mais n'a pas obtenu le soutien nécessaire pour se maintenir au 18^{ème}. En revanche, Gao Hucheng, l'un des vice-ministres du Commerce fait son apparition comme membre à part entière du 18^{ème} Comité Central, ce qui semble indiquer le remplacement prochain de Chen par Hu à la tête du MOFCOM.

L'APL : la montée en puissance « pacifique » de la Chine

Lors de la première réunion élargie de la CAM (Commission aux Affaires Militaires du PCC, identique à sa version étatique appelée Commission Militaire Centrale - CMC), Hu Jintao a voulu légitimer Xi Jinping, et ne pas lui infliger ce qu'il avait lui-même vécu : une transition molle. Hu Jintao a émis 5 souhaits, et notamment « que l'APL continue à obéir à la direction du PCC (...), qu'elle parachève la transformation de sa capacité de combat et gagne la guerre de l'information (...) et enfin, qu'elle reste unie et stable face aux nouveaux risques et défis ». Des espoirs implicitement tournés vers l'unité du régime et la sagesse de ses dirigeants.

S'en est suivie une longue intervention de Xi Jinping intimant l'ordre « de ne nommer à l'avenir que des dirigeants fiables pour la conservation de l'unité nationale ». Des allusions à d'éventuelles tentations qui ne sont pas très rassurantes. C'est pourquoi le casting au sein de l'establishment militaire chinois est très sensible, car dans l'APL, plus qu'ailleurs, les sensibilités peuvent être très différentes sur les questions touchant à la sécurité nationale (Taiwan, les Etats-Unis, le Japon, la péninsule coréenne). C'est le revers de la médaille : tenir à distance le « fusil », c'est aussi le laisser développer son propre espace de pensée stratégique et, plus gênant, politique.

Sur les 7 régions militaires que compte la Chine, 5 connaissent désormais de nouveaux commandants et leur commissaire politique. Les grands corps de l'APL n'ont pas encore achevé leur mue. Nous l'étudierons ultérieurement, une fois la pâte reposée. D'aucuns voient dans la promotion du bouillonnant Ma Xiaotian à l'Armée de l'Air, ou d'un Tian Zhong, commandant de la flotte du Nord, comme autant de signes d'un basculement de la stratégie chinoise vers l'est, ses mers et l'Océan pacifique. Très probablement. Mais, outre la fonction d'affichage de ces nominations, suivies par toute la communauté stratégique internationale, d'autres promotions concernant les marches continentales de la Chine de l'Ouest

sont au moins autant significatives. La région militaire de Lanzhou, avec trois représentants au Comité Central – deux commandants de région et son commissaire politique – est la province la mieux dotée de toutes les provinces de Chine.

Quelques fortes individualités font, par ailleurs, une entrée remarquée au Comité Central et au Bureau Politique : le général Zhao Zongqi notamment, CEM de la région militaire de Jinan (Shandong) a été promu commandant de la région militaire de Jinan, en remplacement de Fan Changlong, élu au Bureau Politique et vice-président de la Commission aux Affaires Militaires (CAM). Cet ancien général de la région militaire du Xinjiang (13^{ème} et 14^{ème} armée), né en 1955, a déclaré lors du 18^{ème} Congrès que l'APL devrait « se préparer à toute éventualité de guerre ponctuelle informationnelle ». Ex-attaché militaire en Tanzanie, Zhao a fait partie des forces spéciales chinoises et commandé un de ses régiments dans le sud-ouest asiatique de la Chine, le Yunnan. En juillet dernier, Zhao a supervisé des exercices anti-terroristes conjoints sino-indonésienne dans la péninsule du Shandong. La Police Armée du Peuple (PAP) n'est pas oubliée avec deux membres au Comité Central. La sécurité nationale est avant tout en Chine une affaire d'ordre public.

Propos conclusifs et prospectifs : les hommes et les femmes du 18^{ème} Congrès consacrent-ils la renaissance et le rêve chinois ?

Par-delà les hommes et les femmes nouvellement élus pour les 5 ou 10 ans à venir, quelle est serait la voie nouvelle choisie par le nouveau régime? Il est à craindre que tous les efforts possible pour tirer le maximum du nouveau who's who des décideurs chinois ne parviennent à nous renseigner utilement. Qu'il serait même risqué d'en tirer des conclusions opérationnelles.

Nous ne pouvons faire l'économie d'une autre exégèse, plus fastidieuse peut-être, qui passerait outre la langue de bois du régime, des politiques publiques chinoises. Puis, dans un deuxième temps, d'essayer d'identifier des différentes inspirations, sensibilités politiques et économiques. Question de méthode. Nous tenterons néanmoins prochainement de « faire parler » les 376 membres du Comité Central.

Mais si nous devons émettre, malgré nos réserves, un jugement sur le casting du 18^{ème} Congrès et nous poser la question « les dirigeants Chinois font-ils envie ? », la réponse serait mitigée. Le « rêve chinois » (« zhongguo meng ») que l'on entend partout en Chine ces dernières semaines est le thème de la dernière campagne de communication conçue par les spin doctors du gouvernement et du PCC, précisément pour donner envie et courage à 1,3 milliards de chinois. Façon de les préparer à des temps difficiles sur la voie de la renaissance complète de leur civilisation.

Le Bureau Politique issu du 18^{ème} Congrès sera probablement remanié dès 2017, non pas seulement parce que les dirigeants nés dans les années 40 – 5 sur les 7 membres du Comité Permanent – atteindront la limite d'âge officielle - mais aussi car la transformation de la Chine s'accélère, et c'est plutôt bon signe que Pékin passe désormais à des quinquennats, accélérant le cycle de renouvellement de ses élites. Reste à savoir si les politiques évolueront aussi rapidement que les rotations de leurs concepteurs et que nous ne sommes pas en face d'un simple jeu de chaises musicales au sein du PCC, déconnecté du monde extérieur.

Aussi, il serait prématuré de conclure à un camouflet infligé aux prétendus réformistes (Wang Yang par exemple, bien qu'il n'ait rien d'un réformateur, n'est pas au Comité Permanent) à l'aune des profils par ailleurs résolument orthodoxes pour ne pas dire conservateurs des membres de l'exécutif chinois. Si les innovations politiques semblent, en effet, difficiles d'ici 2017, les réformes économiques se joueront ailleurs qu'au Comité Permanent. Il faudra attendre mars 2013 pour connaître qui des ministres, vice-ministres et membres des cabinets et de la haute administration tiendront les rênes de la brillante ingénierie gouvernementale chinoise. Xi Jinping n'est ni Mao, ni Deng Xiaoping car la Chine n'a plus à choisir entre l'immobilisme ou les réformes, entre un despote ou un visionnaire. C'est désormais les meilleurs gestionnaires qui seront choisis, car tout est pilotage et art d'exécution. Moins une affaire de dogme ou même de stratégie. La Chine n'a pas (vraiment) le choix de ses réformes. Elle n'a pas non plus (beaucoup) le choix de ses dirigeants.

